Procès-verbal de la réunion du Comité d'Hygiène et Sécurité du 5 juillet 2005

Sommaire

<u>I.</u>	<u>Approbation du procès-verbal du CHS du 26 mai 2005</u>	2
<u>II.</u>	<u>Comptes rendus des visites du CHS (pour information)</u>	3
<u>1.</u>	<u>Visite du 180 rue de Rivoli du 18 février 2005</u>	3
<u>2.</u>	<u>Visite de la salle des Etats du 21 avril 2005</u>	5
<u>III.</u>	<u>Etude ANACT : transmission des documents présentés à la réunion du 8 avril 2005 (pour information)</u>	13
<u>IV.</u>	<u>Suivi des actions (pour information)</u>	15
<u>V.</u>	<u>Compte rendu de la visite du CHS au jardin des Tuileries du 10 juin 2005 (pour information)</u>	19
<u>VI.</u>	<u>Point sur l'accident grave du 25 mai 2005 (pour information)</u>	23
<u>VII.</u>	<u>Procédure d'utilisation des produits dangereux (pour information)</u>	24
<u>VIII.</u>	<u>Questions diverses</u>	27

La séance est ouverte à 9 heures 10 par Monsieur SELLES, Administrateur général.

Monsieur IROLLO procède à l'appel des représentants de l'Administration, des représentants du Personnel et des experts invités.

Madame ANDRZEJCZAK

Sur quels points de l'ordre du jour interviendront les experts de l'Administration ?

Monsieur IROLLO

Monsieur Lasne interviendra sur les points II et VI de l'ordre du jour. Monsieur Enfru, Madame Castan et Monsieur Duarte sont nommés experts de l'Administration pour tous les points de l'ordre du jour.

Le secrétariat de séance était assuré par SUD Culture lors de la première partie de notre réunion, c'est-à-dire pour la réunion du 26 mai 2005. Si vous en êtes d'accord, je vous propose que SUD Culture soit de nouveau désigné secrétaire de séance pour la suite de notre CHS. La CFDT devrait assurer le Secrétariat de séance de notre prochaine réunion.

Madame ANDRZEJCZAK

SUD Culture refuse d'assumer le secrétariat de séance. Notre organisation a demandé le report de cette séance : nous refusons donc d'en assurer le secrétariat.

Monsieur IROLLO

La CGT accepte-t-elle d'assurer le secrétariat de la présente séance ?

La CGT accepte cette proposition.

Madame ANDRZEJCZAK

En préalable, je signale que SUD Culture a demandé le report de la présente séance compte tenu de l'absence pour congés de deux de ses représentants. Par ailleurs, à cette même date, Madame Aguirre devait suivre une formation CHS.

Nous pensons qu'il est peu pertinent d'organiser des réunions de CHS au mois de juillet : en effet, en cette période particulière, il est difficile de garantir la présence de tous les intervenants. Nous souhaitons que cette situation ne se reproduise pas à l'avenir. Nous ne souhaitons pas que nos réunions soient convoquées pendant les mois estivaux.

A l'instar de l'Administration, SUD Culture souhaite également que nos réunions puissent se dérouler dans des horaires raisonnables. Nous ne souhaitons donc pas que la présente réunion se termine après 13 heures. Si jamais nous n'avions pas épuisé notre ordre du jour à 13 heures, alors nous demanderions que

cette réunion se poursuive à une autre date. Quelle que sera la décision qui sera prise par l'Administration sur cette question, les représentants de SUD Culture n'assisteront pas à la présente réunion après 13 heures.

Monsieur SELLES

Nous ferons notre possible pour que notre réunion se termine au plus tard à 13 heures.

En revanche, pour votre première demande, nous devons obtenir l'accord d'une majorité des organisations syndicales. Nous ne pouvons pas exclure qu'une réunion soit convoquée au mois de juillet car les activités du musée et de ses services ne s'arrêtent pas pendant les mois d'été.

I. Approbation du procès-verbal du CHS du 26 mai 2005

Monsieur SELLES

Avez-vous des observations à formuler ?

Madame AGUIRRE

La liste des présents n'a pas été annexée au PV. Sans cette information, nous ne pouvons pas vérifier que le quorum était effectivement atteint.

Monsieur IROLLO

Effectivement. Nous avons oublié d'annexer la liste des présents. Sud culture, qui était secrétaire de séance aurait pu le signaler au moment de sa relecture. Cependant, je précise que le quorum est indiqué comme atteint en début de séance au moment de l'appel des présents.

Monsieur SELLES

Avez-vous d'autres observations ?

Monsieur MARTIN

En pages 3, 5, 7, 8, 9 et 11, il ne faut pas lire « formation AMPS » mais « formation AFPS ».

Pages 9 et 10, certains propos me sont attribués alors que ce sont des propos tenus par Monsieur Nee.

En page 31, les propos de Monsieur Merlet sont en fait des propos de Monsieur Nee.

Sous réserve des modifications apportées en séance, le PV du CHS du 26 mai 2005 est approuvé à l'unanimité.

Les points suivants (II à IV) étaient inscrits à l'ordre du jour du CHS du 26 mai 2005.

II. Comptes rendus des visites du CHS (pour information)

1. Visite du 180 rue de Rivoli du 18 février 2005

Monsieur GAUCHET

L'immeuble du 180, rue de Rivoli est une copropriété. Outre les locaux de l'Administration, se situent au rez-de-chaussée deux commerces et un petit studio à l'entresol.

Lors de sa visite du 18 février 2005, le CHS a pu se rendre compte que l'état de cet immeuble était conforme aux exigences du Code du travail. Il convient cependant de noter que le SPSI nous a demandé d'installer un système de désenfumage dans la cage principale d'accès aux étages. J'ai soumis récemment cette proposition au syndic de copropriété pour que cette suggestion soit examinée lors de la prochaine assemblée du conseil syndical. Pour améliorer la sécurité de l'immeuble, nous allons également procéder à l'isolement du système incendie.

Nous avons lancé une étude concernant l'installation de doubles vitrages au rez-de-chaussée et à l'entresol. Un prototype doit être installé dans les prochains jours. Si les résultats obtenus sont probants, nous installerons ces doubles vitrages, dans un premier temps, à l'entresol, puis au niveau du reste de l'immeuble.

Je signale également que cette visite a donné lieu à un vote favorable sans abstention du CHS.

Madame KARDIANOU

Il semblerait qu'il existe des problèmes de climatisation au niveau de l'agence comptable, en particulier. Quelles mesures seront prises ?

Monsieur GAUCHET

Nous avons commandé un climatiseur individuel qui devrait être livré dans les prochains jours.

Madame KARDIANOU

Nous avons entendu dire que des doubles vitrages avaient déjà été installés dans les bureaux des Départements. Le confirmez-vous ?

Monsieur GAUCHET

Nous réalisons effectivement un prototype sur les fenêtres du 3^{ème} étage. Cependant, ces doubles vitrages seront d'abord installés à l'entresol où cette installation est plus urgente.

Monsieur BOISSONNET

Nous vérifions l'efficacité de ce prototype au niveau de l'entresol.

Madame KARDIANOU

Il est effectivement plus logique de tester l'efficacité de ces systèmes dans les endroits les plus bruyants. Or les étages élevés sont moins affectés par le bruit.

Il était prévu d'installer une colonne d'aération dans les caves. Qu'en est-il ?

Monsieur GAUCHET

Cette colonne sera installée avant la fin de l'été. Nous avons obtenu l'accord du syndic pour faire ces travaux directement sans avoir à demander l'accord préalable de l'union du conseil syndical.

Monsieur MERLET

Nous avons constaté que la société NOV'AP était présente au poste d'accueil de l'immeuble du 180, rue de Rivoli. Pour quelle raison est-ce un agent d'une société extérieure qui est présent à ce poste et non un agent du Musée ?

Monsieur FOUSSE

Nous avons fait le choix d'opter pour une surveillance par NOV'AP dans la mesure où cet immeuble n'est pas occupé en totalité par les services du musée.

Monsieur SELLES

Nous faisons également appel à une société extérieure pour l'immeuble situé dans le XIII^e arrondissement. De la même manière, la surveillance de nuit du jardin des Tuileries est assurée par la société NOVA'P. Le dernier Conseil d'administration a approuvé des crédits nécessaires, à hauteur de 320 000 euros, pour permettre cette prise en charge.

Monsieur MERLET

A Saint-Roch, ce sont des agents du Musée qui se chargent de cette mission.

Monsieur IROLLO

A Saint-Roch, nous occupons la totalité de l'immeuble. En revanche, au 180 rue de Rivoli, nous sommes en copropriété. De la même manière, nous n'avons pas d'agent du Musée dans l'immeuble Marengo. Un agent contrôle les entrées au 6^{ème} étage, c'est-à-dire à l'étage où se situe la DRHDS.

Monsieur FOUSSE

Pour l'immeuble situé rue des Bergers, dans le XVe arrondissement, nous faisons également appel à une société extérieure dans la mesure où cet immeuble est éloigné du Musée et que le recours à un agent nécessiterait des allers-retours complexes à gérer.

2. Visite de la salle des Etats du 21 avril 2005**Monsieur IROLLO**

Une visite du CHS a été organisée le 21 avril, c'est-à-dire peu de temps après l'ouverture de la salle des Etats. Des éléments ont été consignés dans le compte rendu qui vous a été communiqué. Monsieur Lasne est présent pour répondre à vos éventuelles questions.

Lors de cette visite, nous avons pris l'engagement d'effectuer des mesures de bruit. Ces mesures de bruit auront lieu au mois d'août, lors d'un dimanche gratuit, afin de pouvoir effectuer ces mesures pendant une journée où nous pouvons supposer que la fréquentation sera forte.

Monsieur SELLES

Lors de sa séance du mois de juin, le Conseil d'administration a décidé d'interdire la photographie dans le Musée à compter du mois de septembre. Cette décision a été prise suite aux remontées que nous avons entendues de la part des agents de terrain et des ACMO. En effet, la concentration des visiteurs à certains endroits du Musée tient souvent à la prise de photographies, les visiteurs stationnant alors plus longtemps devant une œuvre pour prendre leurs photographies. Ces comportements provoquent des engorgements. Je rappelle que nous interdisions auparavant uniquement la prise de photographies avec flash. Cependant, aucun agent ne peut faire la différence entre un visiteur qui souhaite prendre une photo avec ou sans flash. Pour cette raison, nous préférons opter pour une interdiction totale. C'est donc à partir du mois de septembre que nous pourrions vérifier si cette mesure a un impact sur la circulation dans certains zones du Musée, dont la salle des Etats.

Madame AGUIRRE

Lors de cette visite, nous avons demandé à Monsieur Lasne s'il était possible d'envisager des modifications dans l'organisation du travail, notamment pour les rotations.

Nous devons faire le constat que la présence des visiteurs se concentre massivement dans certaines zones du Musée. Pour cette raison, nous avons demandé que des mesures acoustiques soient réalisées non seulement dans la salle des Etats, mais également dans la galerie d'Apollon et dans la salle de la Samothrace.

Le Musée a, semble-t-il, mené toutes les mesures nécessaires sur le bâti. Notamment, le problème lié au niveau sonore a été pris en compte dans la conception de la salle des Etats. Je pense en revanche que des pistes restent à explorer concernant les conditions et l'organisation du travail du personnel. Or, comme la fréquentation du Musée ne va pas tendre à diminuer dans les années à venir, d'autres mesures doivent être envisagées.

A première vue, l'interdiction de la photographie dans le Musée peut apparaître comme une décision qui permettra d'améliorer les conditions de travail. Cependant, pour avoir travaillé au Musée à l'époque où il était interdit de prendre des photos avec flash, je sais qu'interdire la photographie sans s'en donner les moyens, c'est-à-dire en créant un rapport de force avec les visiteurs, ne peut que conduire à dégrader encore les conditions de travail.

Il est facile d'interdire la photographie dans les salles peu fréquentées. Toutefois, dans ces zones, la photographie n'est pas non plus un comportement nuisible. Le plus souvent, les visiteurs de ces salles prennent en photos les œuvres afin de garder un souvenir de leurs visites et parce qu'il existe peu de reproductions de ces œuvres. Dans ces salles, l'acte de photographier ne nuit ni aux œuvres ni aux conditions de travail des agents. De plus, l'autorisation de la photographie permet aussi de démocratiser la culture.

En revanche, dans d'autres salles du Musée, la photographie est plus nuisible. Dans ces salles à forte affluence, les visiteurs peuvent être prêts à tout pour photographier une œuvre ou se faire prendre en photo devant une œuvre. Dans ces salles, nous pouvons assister à des comportements totalement irrationnels des visiteurs lesquels peuvent être prêts à bousculer leurs voisins pour prendre leurs photos. Toutefois, l'interdiction de la photo peut aussi créer des tensions. Les agents sont de plus en plus souvent victimes d'insultes. Interdire la photo lorsque le fait de photographier n'est plus un acte culturel mais un acte cultuel devient alors une réelle épreuve. Comment les agents pourront-ils supporter cette pression pendant toute une journée de travail ? Interdire toute une journée aux visiteurs de ne pas utiliser leurs appareils photos est quasiment impossible. Cette interdiction ne peut que créer des conflits et générer du stress supplémentaire : l'agent sera alors perçu comme l'ennemi du visiteur car ce sera celui qui lui interdira de prendre sa photo.

Interdire la photo dans une salle très fréquentée comme la salle des Etats ne pourra que générer du stress supplémentaire pour les agents qui doivent déjà travailler dans des conditions difficiles de bruit et gérer les flux. Les visiteurs risquent de mal réagir à cette interdiction nouvelle alors que leurs parcours sont déjà fléchés. Il sera aussi difficile de faire comprendre à certains visiteurs que la photographie est désormais interdite alors qu'ils auront pu voir les photos prises par leurs amis ou leur famille au sein du Musée. Cette décision risque d'exacerber encore les tensions existantes.

Il n'est donc pas suffisant de décréter l'interdiction de la photographie. Au contraire, je pense que cette décision peut aggraver les conditions de travail des agents. Cette interdiction risque d'aggraver les tensions entre les visiteurs et les agents, mais aussi entre les agents. En effet, certains agents choisiront peut-être de ne pas faire respecter cette interdiction afin de ne pas susciter de conflit avec les visiteurs tandis que d'autres tenteront de faire respecter cette consigne. Auquel cas, cette décision créera du désordre entre les agents eux-mêmes.

Aujourd'hui, si nous parvenons plus ou moins à interdire la photo avec flash auprès des visiteurs individuels, nous ne parvenons pas à faire respecter cette interdiction auprès des groupes. En dépit du règlement de visite, les groupes sont plutôt de 40 personnes que de 25 personnes. Or, face à un groupe de 40 personnes, il est difficile pour un agent seul de lutter. Le rapport de force ne joue pas en faveur de l'agent qui se trouve isolé, et ce d'autant que le groupe crée aussi un sentiment d'impunité. En outre, le Musée ne s'est jamais montré très coercitif vis-à-vis des groupes. La plupart des opérateurs le savent. Lorsque nous avons mis en place le système de réservation des groupes, les conférenciers abusaient du fait que les agents n'étaient pas soutenus par leur hiérarchie pour affirmer que les agents avaient été impolis et ainsi classer l'affaire. Heureusement, la situation

a été reprise en main au bout de quelques mois. Depuis que la hiérarchie soutient les agents, ce type de comportement a cessé. S'il est déjà difficile de faire respecter l'interdiction de photographier auprès des visiteurs individuels, je pense que cette tâche sera impossible vis-à-vis des groupes sans un soutien véritable des agents. Certes, nous ne rencontrons pas ces problèmes avec tous les conférenciers, cependant avec les conférenciers que nous rencontrons moins souvent, il sera très difficile de faire respecter la règle.

Pour améliorer la situation, nous devons mettre en place des indicateurs. Pour cette mission, peut-être devons-nous solliciter le groupe «Souffrance au travail ». Nous devons aussi trouver des indicateurs objectifs qui permettront de mesurer le stress induit par l'affluence. L'un de ces indicateurs pourrait porter sur le taux d'absentéisme. Ce taux doit être calculé par région afin de pouvoir dresser des comparaisons entre les zones. Nous devons aussi mesurer les conséquences de la fermeture d'une région sur les autres régions. Ces indicateurs objectifs permettront de démontrer que ce malaise n'est pas uniquement un ressenti mais une réalité. Il sera aussi possible de suivre l'évolution de la situation grâce à ces indicateurs.

Nous devons également réfléchir à l'organisation du travail. En effet, l'organisation en place ne peut certainement plus être la même alors qu'aujourd'hui nous accueillons près de 7 millions de visiteurs et qu'hier nous n'en accueillions que 3 ou 4 millions. L'effectif du Musée n'est pas si important. Cet effectif doit aussi gérer des contraintes nouvelles : la gestion des flux fait désormais partie de ces contraintes. Certes, la gestion des flux peut améliorer la situation, mais elle peut aussi la dégrader lorsque les visiteurs acceptent difficilement que leurs parcours soient limités.

Cette réflexion globale doit associer les agents : ils peuvent apporter de bonnes idées et soumettre des propositions d'amélioration de l'organisation du travail. Une démarche participative doit donc être privilégiée.

Monsieur SELLES

Je vous remercie de vos commentaires. La mise en place de la salle des Etats a permis une amélioration notable de la situation par rapport à la situation provisoire antérieure.

Nous pensons que l'interdiction de la photographie peut permettre d'améliorer la situation. Cette décision a déjà été prise par plusieurs grands musées lesquels arrivent à gérer correctement cette interdiction. Certes, le Louvre est le musée des beaux-arts le plus fréquenté au monde, mais il doit aussi pouvoir faire respecter cette interdiction. Cette mesure sera applicable à partir du 1^{er} septembre. Elle sera accompagnée de la mise en place d'une signalétique qui, dès l'entrée dans le musée mais aussi dans les guides d'accueil, précisera que la photographie sera interdite dans l'enceinte du Musée.

Nous savons pertinemment que l'affluence qui existe dans certaines salles, notamment dans la salle des Etats devant La Joconde, tient au fait que les visiteurs souhaitent prendre une photographie. En souhaitant garder un souvenir de leur visite et en souhaitant se faire photographier devant l'œuvre, ces visiteurs créent des engorgements et des difficultés de circulation. Ce phénomène participe très sensiblement à l'accumulation du public et donc affecte les conditions de visite et de travail des agents. Nous avons par ailleurs mené des expérimentations dans certaines salles, expérimentations qui ont permis de conclure que l'interdiction de la photographie permettait de rendre les circulations plus fluides.

Dans tous nos projets en cours (musée de l'Islam, mobilier du XVIII^e siècle), nous introduisons une réflexion sur l'amélioration des flux de public. Pour les Arts de l'Islam, notre cahier des charges précise que le projet doit contribuer à l'amélioration des flux dans la zone Denon. Dans le second projet, nous envisageons de placer certaines œuvres du département des œuvres d'art dans l'aile Denon. De manière systématique, tous les projets de restauration ou d'ouverture de nouvelles salles intègrent donc cette contrainte de la gestion des flux. Cette dimension est aussi intégrée dans le projet Pyramide où nous souhaitons offrir plus d'espace d'accueil du public, mais aussi dans le projet d'installation de zones d'accueil et de confort dans les zones muséographiques actuelles.

Dans la mesure du possible, nous essayons d'accompagner la croissance de la fréquentation par la croissance des effectifs. Nous l'avons obtenu, de manière insuffisante, entre 2003 et 2005. Nous demanderons des postes supplémentaires pour la période 2006-2008. Nous avons également revu la gestion des flux sous Pyramide. Le taux de satisfaction du public peut aujourd'hui être mesuré grâce à l'outil statistique dont nous disposons désormais. A la demande de certains représentants syndicaux, dont SUD Culture, nous posons dorénavant des questions sur la satisfaction du public, sur le confort des visites, sur l'apport culturel des salles, etc. Ces éléments d'informations objectives doivent aussi nous permettre de rétroagir sur l'organisation du travail, la disposition des œuvres, l'organisation des salles, etc.

Par ailleurs, je rappelle que le contrat d'objectifs et de moyens intègre des indicateurs sur l'absentéisme. Ces indicateurs ont été définis par un groupe de travail. Ce travail a aussi permis de mettre fin à certaines idées reçues concernant l'absentéisme des agents de surveillance. Ces chiffres sont effectivement inférieurs aux chiffres annoncés par le ministère. Je retiens cependant votre idée : nous pourrions en effet peut-être distinguer le taux d'absentéisme par salle. Nous distinguons aujourd'hui le taux d'absentéisme global du Musée, le taux d'absentéisme de la direction de la Surveillance et le taux d'absentéisme de la direction du Public. Nous pourrions encore affiner notre outil d'analyse pour comparer l'absentéisme entre les régions. Cependant, ces mesures doivent aussi être objectives. Par exemple, le fait que l'absentéisme soit plus élevé sous Pyramide s'explique par les conditions de travail dans cette zone.

La décision d'interdire la photographie a fait l'objet d'un débat en Conseil d'administration et en CTP. Le règlement intérieur de visite qui prévoit l'interdiction de la photographie a été approuvé. Cette interdiction sera signalée au public dès l'entrée dans le Musée comme nous lui signalons également qu'il ne peut pas manger, utiliser son téléphone portable ou boire dans le Musée.

Je signale également que de nombreuses remarques portées par les visiteurs dans notre cahier de doléances portent sur le fait que la prise de photos par certains visiteurs perturbe leurs visites.

Madame HORRIG-LAMTI

Des plots ont été installés dans la salle des Etats afin de pouvoir mieux gérer les flux de public. Or l'installation de ces plots ne permet pas de gérer ces flux. Le public se trouve devant La Joconde.

Monsieur LASNE

Certains visiteurs suivent le tracé des plots, patientent, prennent leurs photos puis sortent du tracé. D'autres visiteurs s'agglomèrent à l'extérieur des plots, tentent de s'approcher le plus près possible, et prennent une photo rapidement. Ces deux comportements expliquent qu'il existe encore un sentiment de

confusion. Cependant, nous ne pouvons pas empêcher ces comportements du public. L'important est qu'il reste une circulation afin que les visiteurs n'aient pas le sentiment d'être bloqués.

Monsieur SELLES

Là encore, nous pouvons constater que la photographie provoque des engorgements et des stationnements devant les œuvres qui gênent les circulations.

Madame HORRIG-LAMTI

Le message d'évacuation est-il suffisamment audible lorsque l'affluence est forte ?

Monsieur LASNE

Il est relativement audible.

Madame AGUIRRE

On l'entend, mais on ne comprend rien ...

Monsieur LASNE

On l'entend néanmoins.

Madame HORRIG-LAMTI

Je pense qu'il est insuffisant de compter quatre postes dans la salle des Etats : en fin de journée, je ne pense pas que les agents seront capables de gérer la situation.

Monsieur LASNE

Nous comptons quatre agents dans la salle des Etats, mais aussi dans le vestibule. Il y a donc deux postes permanents dans la salle des Etats, un poste dans le vestibule et un poste modulable.

Monsieur SELLES

La présence des agents doit aussi permettre d'assurer la sécurité des œuvres. Le schéma directeur de sûreté qui sera achevé en 2007 permet aussi de mener une réflexion sur la répartition des agents au sein du Musée afin de déployer les agents sur les zones jugées prioritaires sur le plan de la sécurité.

Madame ANDRZEJCZAK

Le débat sur l'interdiction de la photographie au sein de notre section n'est pas terminé même si le vote sur le règlement intérieur a été acté en CTP.

Vous avez souligné que le Conseil d'administration avait approuvé l'interdiction de la photographie. Cependant, je tiens à rappeler que les représentants de SUD Culture n'étaient pas présents pendant le vote. En raison de l'organisation d'une assemblée générale, nous avons demandé à l'Administration de repousser le Conseil d'administration, mais notre demande n'a pas été entendue. Vous ne pouvez donc pas préjuger du vote de SUD Culture sur l'interdiction de photographier dans le Musée.

Monsieur IROLLO

Cette assemblée générale s'était en effet terminée tardivement.

Madame ANDRZEJCZAK

Parmi les membres du Conseil d'administration présents, trois personnes ont voté contre. Pouvez-vous préciser quelles sont ces personnes ?

Monsieur SELLES

Ce sont des membres des Conservations. Je rappelle par ailleurs que SUD Culture a adopté le règlement intérieur de visite soumis en CTP. Cette décision d'interdiction de la photographie a aussi suscité un débat en Conseil d'administration : il s'agit d'une décision difficile et lourde de conséquences. Cette interdiction doit cependant permettre d'améliorer les conditions de visite en fluidifiant les circulations.

Madame ANDRZEJCZAK

La photographie joue aussi un rôle dans la démocratisation de la culture. Des visiteurs peu fortunés peuvent ressentir le besoin et l'envie de photographier les œuvres afin de garder un souvenir de leurs visites : c'est aussi un moyen d'appropriation de la culture pour des visiteurs n'ayant pas les moyens d'acheter des reproductions des œuvres. Ce point doit être pris en compte dans le débat sur l'interdiction de la photographie. Tous les visiteurs ne cherchent pas à se prendre en photo devant les œuvres. Les besoins des visiteurs sont très différenciés. Or vous prenez la décision d'interdire la photographie qui est aussi l'un des médias les plus populaires.

Monsieur SELLES

Cette décision a suscité un débat au sein du Conseil d'administration et au sein des départements. Cela étant, je rappelle que le règlement intérieur de visite a été approuvé par une grande majorité des membres du CTP. Nous avons soulevé les problèmes que cette interdiction pouvait poser aux agents. Nous pensons néanmoins que l'interdiction de la photographie est une mesure positive. Cette interdiction s'accompagnera

de la mise en place d'une signalétique adaptée. Elle sera applicable à compter du 1^{er} septembre : de septembre à novembre, nous pourrions donc voir comment cette mesure sera appliquée.

Madame DOZOLME

Le 1^{er} jour d'ouverture de la salle des Etats, des mesures spécifiques ont été prises pour gérer le flux du public.

Monsieur LASNE

En effet, le 1^{er} jour d'ouverture ne peut pas être considéré comme un jour de fonctionnement normal.

Madame DOZOLME

Des agents de l'équipe d'intervention seront-ils systématiquement présents dans la salle des Etats ?

Monsieur LASNE

Les équipes de l'intervention effectuent une veille au niveau de la salle des Etats afin de vérifier le niveau d'affluence. Si l'affluence est forte dans le hall Napoléon, nous pouvons nous attendre à ce que cette forte fréquentation se reporte, quelques minutes plus tard, à la salle des Etats. Cette veille des équipes de l'intervention permet de faire appel à des renforts d'autres agents en cas de besoin.

Madame DOZOLME

La présence de l'équipe d'intervention n'est donc pas systématique.

Monsieur LASNE

Cette équipe effectue une veille. La salle des Etats fonctionne avec quatre postes, soit six agents. Des rondes de l'encadrement sont également effectuées. Monsieur Martin et moi-même effectuons des rondes. A ce dispositif, s'ajoute une veille de l'intervention.

Madame DOZOLME

Je suppose que les équipes de l'intervention sont présentes également pour identifier d'éventuels pickpockets.

Monsieur LASNE

Exactement.

Madame DOZOLME

Est-il possible de mettre à disposition un talkie-walkie dans la salle des Etats comme c'est le cas dans la salle Apollon ?

Monsieur LASNE

Dans la mesure où le déclenchement d'une alarme entraîne la fermeture des portes, nous avons équipé la salle Apollon d'un talkie-walkie. La configuration est différente dans la salle des Etats : il est possible de l'équiper d'un talkie-walkie. Je sais également qu'un talkie-walkie est disponible dans l'aile Sully, dans la salle de la Venus de Milo.

Madame DOZOLME

Au-delà des problèmes de vol, la mise à disposition d'un talkie-walkie dans la salle des Etats pourrait être utile pour gérer aussi les flux de public. Cet appareil pourrait aussi être utile en cas de déclenchement de l'alerte incendie : en effet, comme les messages ne sont pas entendus dans cette salle, les agents pourraient être informés plus rapidement du déclenchement d'une alerte.

Par ailleurs, je regrette que seuls quatre postes soient prévus dans la salle des Etats. Il serait utile qu'un 5^{ème} poste, mobile, soit prévu pour gérer les flux.

Monsieur FOUSSE

Le nombre de postes est calculé par rapport à un mode de fonctionnement normal. En revanche, si un problème entraîne une situation dégradée, alors un renfort immédiat est apporté par les équipes d'intervention de la région. Cette procédure est valable pour toutes les salles du Musée. Plus spécifiquement pour la salle des Etats, les équipes d'intervention effectuent une veille afin de pouvoir anticiper d'éventuels problèmes. Cette veille est effectuée en relation avec les agents d'intervention de la région. Si cet apport n'est pas suffisant et que la situation n'est pas stabilisée mais continue à se dégrader, alors la procédure prévoit le renfort des autres équipes d'intervention. Dans un tel cas de figure, nous sommes capables, en très peu de temps, de passer de quatre postes à six, puis de six postes à dix. S'il est fait appel aux autres équipes d'intervention du Musée, il est même possible de mobiliser 15 personnes. Il est même envisageable de faire appel à toutes les équipes d'intervention du Palais, y compris les équipes du hall Napoléon, comme cela a été le cas le jour de l'ouverture.

Madame AGUIRRE

Cette procédure ne pourra pas être appliquée un dimanche gratuit...

Monsieur FOUSSE

Si la situation se dégrade, la décision est prise de bloquer les accès. Par conséquent, nous pourrions alors faire appel à l'ensemble des effectifs.

Le nombre de postes a été prévu sur un mode de fonctionnement normal, tandis que nos procédures prévoient que des renforts puissent être appelés si jamais la situation se dégrade.

Par ailleurs, la pénibilité du travail ne va pas diminuer si nous augmentons le nombre de postes dans la salle des Etats. Le bruit ne sera pas moins important avec un nombre de postes plus élevé. De plus, pour répondre au stress des agents, la solution ne consiste pas à augmenter les effectifs. Le stress des agents provient de l'absence de maîtrise de la situation. C'est donc l'inconnu qui génère ce stress. Pour y remédier, nous disposons de deux moyens : la définition de procédures claires et connues et la formation.

Monsieur LASNE

Je tiens à ajouter que nous n'avons rencontré aucune difficulté lors du dimanche gratuit de juillet dans la salle des Etats.

Monsieur SELLES

Je rappelle également que nous effectuerons la mesure de bruit un dimanche gratuit du mois d'août.

Madame ANDRZEJCZAK

Nous souhaiterions qu'un bilan puisse être dressé de la situation de la salle des Etats pendant une durée de trois mois pour vérifier le nombre des effectifs attribués dans cette salle. Ce bilan doit préciser le nombre d'interventions, le nombre de renfort, et le nombre des effectifs et préciser les désaffectations d'un agent d'une autre salle pour se rendre dans la salle des Etats. Cette étude doit donc permettre de vérifier si ces quatre postes sont suffisants. En l'occurrence, il semblerait déjà que quatre postes soient insuffisants pour gérer une situation dite normale.

Monsieur SELLES

Votre suggestion est intéressante. Je demande à la direction de la Surveillance de mener cette étude à partir du 14 juillet pour vérifier le nombre de jours en mode normal et le nombre de jours en mode dégradé. Nous pourrons faire un bilan de cette étude lors du prochain CHS.

III. Etude ANACT : transmission des documents présentés à la réunion du 8 avril 2005 (pour information)

Monsieur SELLES

Nous avons remis les documents transmis par l'ANACT lors de la réunion du 8 avril dernier. Etaient présents à cette réunion des représentants de la CGT et de la CFDT.

Monsieur IROLLO

A la demande des organisations syndicales, nous vous transmettons le document de présentation des experts de l'ANACT qui a été projeté lors de la séance du 8 avril. Cette séance avait été longue et riche en échanges. Depuis cette réunion et depuis notre dernière réunion de CHS, d'autres travaux ont été menés par l'ANACT. Je propose à Brigitte Cotteverte de vous donner une information rapide sur l'état d'avancement de ces travaux.

Madame COTTEVERTE

Depuis cette réunion, trois groupes de travail ont été constitués : ils se sont réunis à trois reprises entre mai et aujourd'hui. Un groupe de travail se réunira encore demain. Chacun de ces trois groupes de travail a travaillé sur une thématique. Le premier travaille sur l'activité et sur la variabilité de la fréquentation des visiteurs. L'objectif de ce groupe de travail est de comprendre les effets de la variabilité et de la fréquentation des visiteurs en termes de gestion de flux sur la situation de travail des agents. Un deuxième groupe de travail analyse l'évolution des métiers d'accueil et de surveillance. Sa mission est de comprendre la fonction d'accueil et ses principales caractéristiques suivant les différentes situations de travail. Le troisième groupe travaille sur le management, l'information et la communication. Sa mission est d'analyser les fonctions des responsables d'équipes en lien avec les évolutions de la fonction d'accueil.

Ces trois groupes sont des groupes participatifs auxquels ont été associés des agents de la direction de la Surveillance et de la direction du Public. Un membre de la DRHDS était présent à ces ateliers en tant qu'observateur. Ces groupes de travail étaient animés par un consultant de l'ANACT. Les travaux de ces trois groupes seront restitués devant le comité de pilotage et devant le comité de suivi paritaire au début du mois de septembre.

Madame ANDRZEJCZAK

Je pensais que quatre groupes de travail avaient été constitués.

Madame COTTEVERTE

Effectivement. Le quatrième groupe de travail analyse la conduite de projet lors des expositions temporaires. Ce groupe n'est pas participatif. Les travaux de ce 4^{ème} groupe de travail feront également l'objet d'une restitution.

Madame HERRIG-LAMTI

Les pages 11, 12 et 14 ne sont pas lisibles.

Madame COTTEVERTE

Une nouvelle copie des pages non lisibles a été remise sur table lors de la précédente réunion du CHS.

Monsieur IROLLO

Je rappelle que nous ferons un nouveau point sur cette étude lors du comité de suivi paritaire du mois de septembre.

IV. Suivi des actions (pour information)**Monsieur BOISSONNET**

Nous menons actuellement des mesures deux fois par an sur l'ensemble des réseaux de distribution d'eau sanitaire afin de vérifier le taux de légionelle. En fonction des résultats de ces mesures, nous effectuons les traitements nécessaires. Nos mesures n'ont révélé aucun problème jusqu'alors. Nous souhaitons cependant que notre système ne permette pas le développement de colonies de légionelle. Pour cela, nous avons récemment fait appel au bureau d'études Antagua. Son étude a permis de vérifier que l'état de notre réseau était correct. Toutefois, ce bureau a également préconisé que nous menions un certain nombre de travaux, notamment la pose de 30 vannes d'équilibrage, la dépose des circulateurs, le changement des mitigeurs de douche, le renforcement de la maintenance des ballons d'eau chaude, etc. Ce bureau d'études a également recommandé la suppression de certaines douches afin d'améliorer le débit d'eau et éviter ainsi que les légionelles ne se forment.

Nous prenons nos dispositions pour que ces travaux puissent être réalisés d'ici la fin de l'année. Cette décision nous conduira à redéployer notre budget dans la mesure où ces mesures n'étaient pas prévues au budget initial.

Une fois ces travaux terminés, nous continuerons à effectuer des mesures deux fois par an alors que la réglementation en vigueur ne prévoit qu'une mesure annuelle. Une fois ces travaux effectués, nous procéderons également à la suppression des douches excédentaires dans les vestiaires.

Dans la zone 1, les travaux de peinture des vestiaires sont quasiment achevés. Ces travaux seront ensuite étendus au local Badge, au bureau DP et au bureau d'affectation dans le courant du 4^{ème} trimestre. Une grande partie de la robinetterie a été remise en état. Les faux-plafonds ont été refaits.

Dans la zone d'accueil, les travaux sont terminés. Seules les réserves restent à lever.

Au PC Napoléon, des acousticiens ont effectué des mesures de bruit. Les prescriptions faites sont en cours de mise en œuvre ou sont déjà mises en œuvre. Ces préconisations concernent la pose de matériaux absorbants derrière les baies du PC Napoléon et l'installation de pièges à sons sur le réseau d'extraction des toilettes. Cette dernière mesure sera mise en œuvre dans le courant du mois de septembre. Une nouvelle campagne de mesure acoustique sera faite après la mise en œuvre de ces préconisations.

Dans la zone 3, il apparaît impossible d'améliorer la situation sans acquérir une partie de l'immeuble voisin. En revanche, les travaux portant sur le bac de douche doivent être terminés.

Monsieur MERLET

Je souhaite aborder la question de la situation de la banque d'accueil.

Nous avons entendu dire que l'entreprise responsable des travaux venait au Musée ce jour afin de prendre en note les améliorations possibles. D'après les commentaires entendus de la part des agents de la banque d'accueil et d'après mes constatations personnelles, nous pouvons nous interroger sur certains des travaux qui ont été effectués.

Les tiroirs situés à l'arrière de la banque d'informations ne peuvent pas être ouverts simultanément compte tenu de la configuration circulaire de cet espace. Ces tiroirs ne sont pas équipés de poignées : il est donc difficile de les ouvrir sans effort et ce d'autant que leur contenu est lourd. Par ailleurs, la pose d'un système de remontée des cartons sur ressort, qui était prévue initialement au projet, n'a finalement pas été réalisée. En l'absence d'un tel système, les agents sont obligés de se baisser. Cette configuration pose problème à tel point que les personnes qui livrent les cartons les lâchent directement dans les tiroirs, ce qui risque de dégrader le matériel.

Le rangement central comporte des angles droits métalliques qui sont dangereux pour les agents. Nous avons entendu dire que ces angles devaient être rabotés suite au passage des techniciens de l'entreprise responsable des travaux.

Les plaquettes sur lesquelles seront posés les claviers d'ordinateurs ne sont pas des plaquettes coulissantes mais sont montées sur charnières. Ces plaquettes sont lourdes et dangereuses avec des angles droits situés au niveau des cuisses.

Un agent a eu un accident de travail bénin : il s'est coincé la main dans une porte coulissante de l'espace de rangement central, vendredi dernier. Cet accident a été reconnu comme un accident du travail bénin. Je signale également que le chef de service ne s'est pas déplacé de la journée pour prendre des nouvelles de cet agent.

Compte tenu de ces différents problèmes constatés à la banque d'accueil, je pense qu'il serait utile d'organiser une visite du CHS dans ces locaux dans les prochaines semaines ou à la rentrée.

Monsieur SELLES

Une visite de CHS sera organisée.

Monsieur GAUCHET

Le problème des angles droits a été pris en compte : ces angles devraient pouvoir être aplanis.

Au départ, le projet prévoyait que les tiroirs de rangement seraient équipés de ressorts. Lors du CHS du mois de décembre, nous avons indiqué que nous ne pourrions pas équiper ces tiroirs de ressorts dans la mesure où le volume et la masse des plans empêchent cette installation technique.

Au moment où ce projet a été conçu, nous avons pris en compte la demande des agents qui souhaitent que la manutention puisse être limitée. Auparavant, les plans devaient être recherchés dans un local de stockage éloigné de la banque centrale. Nous avons donc cherché à privilégier le volume. Nous ne pouvons certes pas ouvrir plusieurs tiroirs à la fois compte tenu de la configuration concentrique de

l'espace, toutefois je pense qu'il sera rarement nécessaire d'ouvrir plusieurs tiroirs simultanément. Il faudra donc ouvrir ces tiroirs en alternance.

Monsieur MERLET

Effectivement. Cependant, les tiroirs s'entrechoquent et risquent de se détériorer rapidement.

Monsieur GAUCHET

Les agents devraient acquérir rapidement les réflexes nécessaires pour que ces tiroirs ne s'entrechoquent pas.

Madame AGUIRRE

Les effectifs sont nombreux dans des espaces réduits. Les mouvements sont donc contraints.

Monsieur GAUCHET

Aujourd'hui, les tiroirs sont équipés de gorges latérales dont l'utilisation est peu pratique. Nous avons demandé à ce que des poignées de tirage soient ajoutées.

Monsieur BOISSONNET

Ces poignées seront installées car elles diminuent aussi la sensation de poids.

Monsieur MERLET

Un agent handicapé qui travaille à la banque d'informations ne peut pas se servir de ses deux mains.

Monsieur GAUCHET

Je prends note de cette remarque. Par ailleurs, concernant les plaquettes des bureaux, nous verrons quelles améliorations seront possibles.

Madame AGUIRRE

Les lampes d'agrément situées au niveau de la banque centrale peuvent être dangereuses pour les agents qui courent le risque de se cogner sur ces objets métalliques alors que ces lampes ne sont que des objets de décoration et non des lampes utiles à l'éclairage.

Monsieur GAUCHET

Je prends note de cette remarque.

Monsieur SELLES

Toutes les mesures qui ont été annoncées seront vérifiées lors de la visite qu'organiserá prochainement le CHS.

Monsieur GAUCHET

Suivant les suggestions des agents, il est possible de faire d'autres demandes à l'entreprise responsable des travaux de la banque d'informations.

Madame LABRE

Les infestations de puces en banque d'information sur des périodes allant de juin à septembre sont récurrentes.

Le médecin de prévention et l'acmo sollicités par le chef de service ont fait des propositions en octobre 2004 visant à limiter les infestations. Elles portaient à la fois sur les modalités de traitement et le changement de revêtement de sol. Les agents informés de ces préconisations étaient favorables au changement de revêtement de sol (moquette). Ils regrettent vivement que ces préconisations n'aient pas été prises en compte au moment des travaux.

Monsieur BOISSONNET

Nous avons mis de la moquette à la demande des agents.

Madame LABRE

Les agents sont très mécontents de ce revêtement en moquette.

Monsieur SELLES

Si telle est la demande des agents, nous allons supprimer la moquette et installer un autre revêtement.

Madame ANDRZEJCZAK

Vous avez affirmé que la mise en œuvre des recommandations concernant la légionellose allait conduire à redéployer les crédits. Sur quels points se fera ce redéploiement ? Quels autres crédits risquent d'être obérés par ces mesures ?

Monsieur SELLES

Ces travaux ne représentent que 0,015 % du budget.

Monsieur BOISSONNET

Il ne s'agit pas d'un redéploiement du budget : j'ai souhaité souligner que ces mesures n'étaient pas prévues initialement au budget.

Les points V à VIII sont des nouveaux points à l'ordre du jour.

**V. Compte rendu de la visite du CHS au jardin des Tuileries du 10 juin 2005
(pour information)**

Monsieur IROLLO

A la demande du CHS, nous avons effectué une visite complète du jardin des Tuileries le 10 juin 2005. L'ensemble des membres du CHS a participé à cette visite dont un compte rendu vous a été communiqué.

Madame COTTEVERTE

Monsieur Carreau nous a informés des différents projets envisagés au jardin des Tuileries au fur et à mesure de la visite.

Madame DOZOLME

Le CHS n'a pas visité l'espace Jeux d'enfants ni les locaux occupés par l'association Enfance de l'art. Or il semblerait que les locaux de cette association soient vétustes.

Monsieur GAUCHET

Nous avons procédé à la mise en sécurité de ce local. Nous avons, entre autres, remis à niveau le système électrique et ajouté des blocs pour améliorer la sécurité des enfants. Nous avons aussi effectué un important nettoyage des murs et des faux-plafonds de ce local.

Monsieur IROLLO

Le CHS n'avait pas pu visiter ce local le 10 juin car il était occupé par un groupe d'enfants.

Monsieur SELLES

Ces locaux nous ont été remis dans un état déplorable. Les locaux pour enfants ont été fermés pendant trois jours pour réaliser des travaux. Je signale également que nous n'avons reçu aucun crédit du ministère

pour financer ces remises en état. La prise en charge de ces travaux est un coût supplémentaire pour le Musée.

Madame AGUIRRE

Lors de notre visite, nous avons souligné un problème d'évacuation des huiles usagées au niveau des réserves. Ce problème a-t-il été résolu depuis lors ?

Monsieur GAUCHET

Nous avons demandé au chef jardinier de se rapprocher de Philippe Carreau pour organiser l'évacuation de ces produits dans le cadre d'un marché. Ce problème devrait donc pouvoir être traité.

Madame AGUIRRE

Nous avons constaté un problème d'évacuation des déchets dû à la faible rotation des bennes. Monsieur Carreau nous avait indiqué que ce problème tenait à la société en charge de cette évacuation laquelle venait d'être rachetée. Que s'est-il passé depuis lors ?

Monsieur BOISSONNET

La société avec laquelle le jardin des Tuileries travaillait auparavant peut émettre des factures mais ne peut plus effectuer le travail. Une autre société doit la remplacer. Aujourd'hui, cette société peut faire le travail mais ne peut pas émettre de factures. Nous devons donc résoudre ce problème administratif avant que cette nouvelle société puisse opérer dans le jardin : ce problème devrait être résolu au mois de juillet.

Madame AGUIRRE

Les vestiaires des jardiniers ne sont pas adaptés à leur métier. Une étude est-elle en cours pour étudier ce problème ?

Monsieur GAUCHET

Nous avons mandaté un architecte pour réaliser un programme d'amélioration des vestiaires des jardiniers et des agents de la surveillance.

Monsieur BOISSONNET

Dans le cadre de cette étude, sera étudiée également la question de la répartition des vestiaires et l'organisation des vestiaires Hommes/Femmes.

Monsieur GAUCHET

Cette étude sera menée en 2005 pour une réalisation des travaux en 2006.

Madame KARDIANOU

Pouvez-vous envisager la pose d'une fermeture électrique au niveau de la grille Lemonnier ?

Par ailleurs, nous avons constaté que la signalétique était défailante dans le jardin : elle n'indique pas clairement les emplacements des toilettes, des points d'eau et des jeux pour enfants. Cette signalétique peut-elle être améliorée ?

Monsieur GAUCHET

Dans le cadre du projet d'amélioration du jardin des Tuileries, la signalétique sera revue complètement.

Monsieur BOISSONNET

Des travaux ont déjà été conduits pour remettre à niveau la signalétique.

Madame KARDIANOU

Est-il possible d'installer des machines distributrices de boissons chaudes et fraîches et des fontaines d'eau ?

Monsieur IROLLO

Dans les locaux des jardiniers, se trouvent déjà des distributeurs de boissons.

Madame KARDIANOU

Dans certaines salles de repos, il n'y a pas de telles machines. Par ailleurs, les fontaines d'eau disponibles ne sont pas conformes car l'eau peut y stagner. De plus, il n'existe plus de marché pour ce type de fontaines.

Monsieur SELLES

Nous prenons note de vos remarques.

Madame DOZOLME

Si des fontaines ne sont pas installées, il faudrait au moins que des bouteilles d'eau soient distribuées.

Monsieur ANOT

Quid des fontaines des agents de la surveillance ?

Monsieur IROLLO

Un plan d'équipement progressif est en cours.

Madame KARDIANOU

Il faudrait que ces mesures se mettent en place rapidement pour que la fourniture en eau soit opérationnelle dès cet été.

Monsieur IROLLO

Cet équipement est en cours.

Madame HORRIG-LAMTI

Le sous-sol de la librairie sert de local de stockage alors que des agents y travaillent.

Madame COTTEVERTE

Lorsque nous avons effectué notre visite, le sous-sol était utilisé pour du stockage. Cependant, il faut noter que ce stockage était exceptionnel et faisait suite à un salon organisé peu de temps auparavant. Le responsable de la librairie a indiqué que le stock n'était pas aussi important en temps normal.

Madame DOZOLME

De petits bidons d'essence sont stockés dans la même pièce que des engrais. Il serait certainement préférable d'isoler ces produits afin de ne pas entreposer dans le même espace des produits qui peuvent être dangereux.

Madame COTTEVERTE

Le groupe de travail sur les produits dangereux doit visiter cette réserve. La situation de ce local sera étudiée.

VI. Point sur l'accident grave du 25 mai 2005 (pour information)

Monsieur SELLES

Je propose à Madame Cotteverte de faire un point sur l'accident grave survenu le 25 mai dernier.

Madame COTTEVERTE

L'agent victime de cet accident est aujourd'hui sorti de l'hôpital. Sa cicatrisation se passe bien : il aura simplement une petite cicatrice au niveau du visage. Pour le moment, aucune décision n'est prise quant à une éventuelle greffe : *a priori*, une greffe ne sera pas nécessaire.

La société Spie a convoqué un CHSCT extraordinaire, il y a une dizaine de jours. Nous vous transmettrons le compte rendu de cette réunion dès qu'il sera disponible.

Le témoignage de l'agent n'a pas encore été recueilli : ce témoignage sera entendu dès que l'agent sera complètement rétabli.

L'entreprise est de plus en plus prudente concernant les circonstances de cet accident. Il semblerait qu'il tienne plutôt à une erreur d'appréciation de l'agent.

L'Inspection du travail suit le dossier. Elle nous a demandé un certain nombre de documents. Ces documents sont actuellement à la reproduction. Ils seront transmis à l'Inspection du travail très rapidement.

Monsieur GAUCHET

Après avoir recueilli le témoignage de l'agent, si nécessaire, nous diligenterons une expertise technique, certainement auprès du CNPP.

Monsieur SELLES

Nous vous rendrons compte des travaux de l'Inspection du travail, probablement lors du prochain CHS.

Monsieur GAUCHET

L'Inspection du travail a demandé à être associé au CHS extraordinaire de Spie : cette demande a été acceptée mais l'inspecteur du travail n'est pas venu.

Madame AGUIRRE

Si l'expertise révèle que cet accident tient à un problème concernant l'armoire, le plan de prévention sera-il modifié en conséquence ?

Monsieur GAUCHET

Il faudra alors tirer les conséquences de cet accident et revoir avec l'entreprise les consignes de travail sur ce type d'intervention, qui est certes dangereux mais aussi très réglementé.

Monsieur BOISSONNET

Je signale cependant que cette armoire est très récente.

Monsieur SELLES

Nous tirerons toutes les leçons de cette expertise technique et de l'enquête menée par l'Inspection du travail.

Madame COTTEVERTE

Dans le cadre du groupe de travail Accidents du travail, une réflexion a été conduite avec le service médical et les ACMO sur les procédures à suivre en cas d'accident grave. Ces procédures vous seront soumises lors d'un prochain CHS.

VII. Procédure d'utilisation des produits dangereux (pour information)**Monsieur SELLES**

Je propose à Madame Cotteverte de présenter ce dispositif.

Madame COTTEVERTE

Une réflexion sur la prévention du risque chimique a été lancée au sein du musée du Louvre. Cette réflexion a été conduite par un groupe de travail regroupant le service médical, le SPSI, la DAMT et moi-même. Nous avons commencé notre étude par une visite des réserves des départements. A cette occasion, nous avons constaté plusieurs irrégularités concernant le stockage, l'utilisation et l'évacuation des produits. Un travail a également été mené par le service médical et la DAMT au niveau des ateliers.

La procédure que nous souhaitons mettre en place sur la prévention du risque chimique concerne l'ensemble des départements et des directions qui utilisent des produits chimiques ainsi que les entreprises extérieures.

Cette procédure définit des actions, des moyens et des responsables.

Dans cette optique, nous souhaitons établir une politique d'achat et d'utilisation des produits chimiques. L'objectif est d'établir une fiche des produits autorisés à l'achat. Cette liste sera validée par le service médical : chaque bon d'achat devra être validé à la commande par le service médical. La liste des produits chimiques mentionnés dans les plans de prévention des entreprises extérieures sera également transmise

systématiquement au service médical. Dans le cadre de cette procédure, il est demandé aux départements d'utiliser uniquement les produits autorisés et directement fournis par les départements. Lors de notre visite, nous avons constaté que certains produits étaient apportés par des restaurateurs indépendants, ce qui ne permet pas d'avoir une visibilité sur le contenu de ces produits. Avec l'accord des départements et l'autorisation du service médical, cette procédure prévoit que seuls les produits mis à disposition du département seront utilisés. Ces produits seront stockés dans des armoires spécifiques. L'évacuation des déchets sera également améliorée.

Nous allons également réaliser l'inventaire des produits utilisés et mettre en place une procédure d'identification des produits jusqu'à leur évacuation. Des réunions d'informations seront organisées. Des fiches de sensibilisation seront rédigées à l'attention des utilisateurs de ces produits. Les responsables de services seront impliqués dans cette démarche. Ces réunions d'information et de sensibilisation seront pilotées par le service médical.

Ces mesures devraient être mises en place au 3^{ème} trimestre 2005.

Madame KARDIANOU

Le document que vous nous avez remis parle de « moyens immédiats ». Ces mesures sont-elles déjà mises en œuvre ?

Madame COTTEVERTE

Non.

Madame KARDIANOU

Est-ce envisageable de mettre en œuvre ce plan dès le 3^{ème} trimestre ? Cet échéancier pourra-t-il être tenu ?

Monsieur GAUCHET

Nous n'avons pas encore élaboré la liste des produits dont l'achat sera autorisé. Cependant, nous disposons déjà d'une première liste de produits couramment utilisés.

Monsieur BOISSONNET

Nous devons faire valider cette liste par le médecin : elle deviendra alors la liste des produits autorisés. Nous devons encore vérifier si cette liste comprend des produits équivalents moins dangereux. Ce travail a commencé pour certains produits et doit se poursuivre. Dans ce domaine, il faudra effectuer un suivi permanent afin d'identifier les nouveaux produits nouvellement commercialisés et moins nocifs qui pourront venir remplacer progressivement les produits actuellement utilisés.

La liste des produits utilisés devrait pouvoir être validée rapidement par le service médical. Nous devons simplement nous organiser en conséquence afin que les ateliers ne se trouvent pas pris au dépourvu et qu'ils puissent effectuer leurs commandes sur la base d'une liste de produits validés.

Par ailleurs, s'il est relativement simple de vérifier les produits utilisés par les entreprises extérieures de maintenance, il est plus difficile de contrôler les produits utilisés par des entreprises qui interviennent ponctuellement au Musée dans le cadre d'une opération. Auprès de ces entreprises, il sera certainement plus complexe de suivre la qualité des produits utilisés.

Madame AGUIRRE

Cette disposition peut-elle être intégrée au cahier des charges ?

Monsieur BOISSONNET

Oui. Cependant, il peut être difficile de contrôler cet aspect lorsque ces entreprises n'interviennent que de manière ponctuelle, par exemple sur un chantier de trois jours. En revanche, auprès des entreprises qui interviennent dans le cadre d'un marché permanent, le respect de cette disposition ne pose pas de problème particulier.

Madame ANDRZEJCZAK

Comment serons-nous informés du suivi de cette procédure ? Le CHS sera-t-il informé ?

Madame COTTEVERTE

Le groupe permanent sera informé.

Monsieur SELLES

Le suivi de cette procédure sera précisé au rapport du service médical qui est impliqué dans cette démarche.

Monsieur IROLLO

Le suivi de cette procédure peut être inclus au bilan présenté au CHS.

Madame ANDRZEJCZAK

Pourquoi le service médical n'intervient-il pas dans la validation des produits qui vont être commandés par les départements ?

Madame COTTEVERTE

Il sera de la responsabilité des départements de choisir le type de produits à utiliser. Cette liste sera ensuite validée par le service médical qui devra vérifier si certains produits sont dangereux. Si certains de ces produits sont effectivement dangereux, alors des produits équivalents devront être trouvés pour les remplacer.

Monsieur SELLES

La rédaction de cette note peut être améliorée afin de préciser que le service médical doit bel et bien valider la liste des produits proposés par les départements. Demain, aucun produit ne pourra entrer dans un département sans qu'il ne soit autorisé par le chef de département qui, lui-même, devra vérifier auprès du service médical s'il peut utiliser ou non ce produit.

Madame AGUIRRE

Un chef de département n'est pas nécessairement apte à juger de la dangerosité de ces produits.

Madame COTTEVERTE

C'est pour cette raison que le service médical est impliqué dans cette démarche.

VIII. Questions diverses**Monsieur IROLLO**

Conformément à l'engagement que nous avons pris lors de notre dernière réunion, nous vous transmettons la version corrigée du PAPRI Pact. Cette version intègre les remarques faites lors de notre dernière réunion. Je vous propose d'en prendre connaissance et de nous faire remonter vos éventuelles observations afin que nous puissions les prendre en compte.

Monsieur MERLET

Deux ACMO sont actuellement manquants, l'un pour les départements et l'autre pour les services administratifs. Est-ce exact ?

Monsieur IROLLO

Non. Un agent travaillant dans un département faisait auparavant fonction d'ACMO, pour les services administratifs y compris les départements. Cette personne assumait cette fonction en plus de ses fonctions de documentaliste. Cet agent est parti en retraite et n'a pas été remplacé dans sa fonction d'ACMO. Nous sommes actuellement en train de rechercher une personne qui pourrait assumer cette fonction.

Monsieur MERLET

Un seul ACMO serait donc désigné pour les départements et les services administratifs.

Monsieur IROLLO

Cette solution est envisagée, au moins dans un premier temps. Dans l'idéal, nous souhaiterions pouvoir trouver deux ACMO.

Madame COTTEVERTE

Par ailleurs, Monsieur NEE devra aussi être remplacé au moment de son départ en retraite en décembre.

Monsieur MERLET

Lors du dernier CHS, je pensais qu'il y avait un poste d'ACMO pour les départements et un poste d'ACMO pour les services administratifs.

Monsieur IROLLO

Les organisations syndicales ont demandé d'anticiper le départ à la retraite de Monsieur NEE.

Monsieur SELLES

Dans l'idéal, nous souhaiterions trouver deux ACMO. Cependant, dans un premier temps, nous devons chercher un seul remplaçant.

Monsieur MERLET

Lors du dernier CHS, il a été indiqué qu'une réflexion était engagée sur la constitution d'un réseau d'ACMO. Pouvez-vous nous éclairer sur ce point ?

Madame COTTEVERTE

Dans ma fiche de mission, il est précisé que j'ai la responsabilité d'animer les ACMO. Ce réseau est composé des ACMO et de moi-même. Il existe également d'autres acteurs qui interviennent dans le champ de la prévention : le service médical, le SPSI, etc. Ce réseau commence à se constituer : désormais, nous nous réunissons régulièrement.

Monsieur SELLES

Madame Cotteverte occupe le poste de chargé de mission CHS depuis quatre mois à temps plein. La création de ce poste a été actée dans le projet social du Musée. Les missions qui lui sont dévolues peuvent aujourd'hui se mettre en place progressivement.

Monsieur MERLET

Pouvez-vous confirmer que les personnes n'ayant pas été convoquées à leur visite médicale obligatoire seront identifiées à partir du mois de septembre ?

Monsieur SELLES

Oui. Nous devons vérifier que tous les agents sont bel et bien convoqués à leur visite médicale obligatoire. Parallèlement, nous devons identifier les personnes qui ne répondent pas à leur convocation et qui n'honorent pas leurs rendez-vous sans même prévenir le service médical de leur absence. Ces deux sujets doivent être traités concomitamment.

Monsieur MERLET

Lors du dernier CHS, le Docteur Moreau a semblé dire qu'elle avait une certaine méconnaissance de l'affectation des agents. Cette méconnaissance peut expliquer l'absence des agents lors des visites médicales. Or il doit être possible de résoudre cette difficulté sans problème.

Monsieur IROLLO

Le Docteur Moreau est rattachée à la DRHDS : elle doit donc être en mesure de vérifier l'affectation des agents. De plus, un important travail est actuellement mené au niveau du SI RH pour améliorer le système d'informations sur les ressources humaines. Ces problèmes devraient donc être résolus.

Monsieur SELLES

Dans la mesure où des questions sur le fonctionnement du service médical reviennent de manière récurrente, je vous propose que le Docteur Moreau fasse un point complet de la situation lors d'un prochain CHS. Cette présentation permettra de faire un point sur le taux d'absence et sur les raisons pour lesquelles certains agents n'honorent pas leurs rendez-vous. Nous pourrons ainsi vérifier quels agents sont concernés de manière précise.

Monsieur MERLET

Lors de cette présentation il faudra préciser le nombre de personnes n'ayant pas eu de visite obligatoire. Il faudra également préciser les critères qui permettent d'établir quelles sont les populations prioritaires.

Monsieur SELLES

Nous inscrirons à l'ordre du jour de l'une de nos prochaines réunions un point sur le fonctionnement du service médical en présence du Docteur Moreau. Je vous propose de nous faire remonter vos questions sur ce thème afin que nous puissions vous apporter des réponses précises. Je vous suggère donc de transmettre vos questions sur ce dossier au Docteur Moreau et à Monsieur Irollo en vue de préparer cette séance du CHS.

Madame DOZOLME

Nous souhaiterions que la base des chauffeurs soit mieux aménagée. En particulier, il existe un problème d'aération : sur l'aire de livraison, ils sont dans l'obligation d'ouvrir les portes pour renouveler l'air.

Monsieur SELLES

Nous nous sommes emparés de ce sujet qui sera traité.

Monsieur IROLLO

Une réunion aura lieu la semaine prochaine concernant les conditions de travail sur l'aire de livraison. Des informations seront données sur les travaux programmés.

Monsieur BOISSONNET

Les mesures qui avaient été préconisées lors de CHS précédents seront réalisées fin 2005 et début 2006.

Monsieur ANOT

Dans les ateliers Richelieu, des rampes de tubes fluorescents, mal fixées, se sont décrochées la semaine dernière.

Monsieur GAUCHET

Ce problème doit tenir à une mauvaise installation de ces rampes.

Monsieur ANOT

A l'origine, il y avait des protections qui n'ont jamais été remises.

Monsieur NEE

Les vasques ne sont pas remises dans le couloir.

Monsieur GAUCHET

Je prends note de votre remarque : je vérifierai la conformité de l'installation.

Monsieur ANOT

Le réseau de gaz de l'atelier serrurerie ne fonctionne pas. De plus, ce réseau n'est plus aux normes.

Monsieur GAUCHET

Le système initialement prévu dans l'atelier de serrurerie ne sera pas mis en fonctionnement. Les travaux de soudage peuvent en fait être effectués à partir de petites bouteilles portatives. Par contre, pour l'atelier de métallerie, des travaux d'amélioration doivent être réalisés pour une mise aux normes. Ce système était aux normes au moment de son installation : cependant, compte tenu de l'évolution des normes depuis lors, ces travaux doivent être entrepris.

Monsieur ANOT

Le système de bouteilles de gaz n'a jamais fonctionné.

Monsieur GAUCHET

Il a fonctionné : seule la procédure de changement des bouteilles n'a jamais fonctionné.

Monsieur BOISSONNET

Ce problème tenait au fait que différents services devaient se charger de cette tâche. La question était donc de déterminer à qui incombait la responsabilité de changer les bouteilles. Aujourd'hui que nous fonctionnons en une même direction, ces dysfonctionnements devraient cesser.

Monsieur ANOT

Quelle partie du réseau envisagez-vous de supprimer ?

Monsieur GAUCHET

Compte tenu des contraintes actuelles de mise aux normes, nous devrions procéder à des travaux très lourds d'isolation. Cependant, nous savons que les travaux de soudage peuvent être effectués avec de petites bouteilles portatives sans installer de réseau complet de gaz. Nous pensons que cette solution est plus rationnelle et plus simple.

Monsieur ANOT

En zone 7, nous rencontrons régulièrement des problèmes de débordement d'eau au niveau des cuisines.

Monsieur BOISSONNET

Effectivement. Ce problème est survenu quatre fois. C'est un problème que nous ne savons pas régler pour le moment. Il y a débordement car les tuyaux d'évacuation des cuisines sont bouchés par des ustensiles qui tombent dans les siphons.

Monsieur MARTIN

Je souhaite soulever la question des conditions de travail de la direction de la Communication au pavillon Mollien. Les bureaux sont trop exigus. L'aménagement en bureaux paysagers n'est pas adapté au travail de ces équipes. Par ailleurs, ces locaux présentent aussi un problème de ventilation.

Monsieur GAUCHET

L'architecte que nous avons mandaté doit mener une étude sur les bureaux de la direction de la Communication. Cet espace devait, à l'origine, être aménagé en bibliothèque. L'étude qui va être menée doit permettre de transformer cet espace en bureaux cloisonnés d'ici la fin de l'année.

Par ailleurs, le débit d'air constaté dans cet espace est largement conforme aux normes imposées par le Code du travail. Le renouvellement de l'air est peut-être mal perçu par les agents qui travaillent dans ces locaux car il est diffus. Il est toutefois techniquement bien fait, sans courant d'air. Les bouches de diffusion de l'air sont très larges : le renouvellement d'air se fait dans des conditions normales et conformes à la réglementation en vigueur.

Monsieur MARTIN

Les agents ont une sensation d'étouffement qu'ils ne ressentaient pas auparavant.

Monsieur GAUCHET

Ces problèmes peuvent s'expliquer par la forte chaleur que nous avons connue ces derniers jours. Ce ressenti s'explique peut-être aussi du fait que ces bureaux n'ont pas d'ouverture vers l'extérieur.

Monsieur SELLES

Le stockage excessif de documents peut aussi créer un sentiment d'encombrement de l'espace. Cet archivage peut expliquer ce ressenti d'exiguïté alors que le nombre de m² disponibles par personne est plus important que dans d'autres directions.

Je rappelle également que le schéma directeur des espaces est un programme pluriannuel qui doit permettre de traiter en urgence les problèmes prioritaires. Parmi ces travaux prioritaires, il faut souligner la fermeture des locaux de Saint Roch et le rapatriement des équipes vers l'immeuble Marengo. Alain Gauchet négocie actuellement avec les propriétaires de Marengo pour obtenir des espaces supplémentaires. Ces programmes seront menés progressivement. La demande de la direction de la Communication est notée. Des locaux provisoires seront trouvés pendant la durée des travaux.

Madame KARDIANOU

Je ne pense pas que la sensation d'étouffement qu'éprouvent les agents de la délégation de la Communication ne soit que de l'ordre du ressenti. Certains agents ont des migraines, ont des troubles de la vision ou font des malaises. Ce malaise ne tient pas uniquement au fait que les fenêtres ne peuvent pas s'ouvrir ou que des documents soient stockés. Ce malaise n'est pas uniquement psychologique. Certains agents ressentent de véritables troubles physiques. Il existe par ailleurs un véritable problème de climatisation dans ces locaux où il fait très froid en été, et très chaud en hiver.

Je souhaite également que le nouvel aménagement de ces locaux prenne en compte le problème des prises électriques.

Monsieur GAUCHET

Le système électrique sera revu à l'occasion de ces travaux.

Madame KARDIANOU

Il semblerait également que le niveau sonore des messages d'alerte soit plus fort dans ces bureaux que dans d'autres.

Monsieur BOISSONNET

Je pensais que ce problème avait été réglé.

Madame KARDIANOU

Apparemment, ce problème n'a pas été résolu.

Monsieur BOISSONNET

Je prends note de votre remarque.

Monsieur GAUCHET

L'architecte relèvera tous les problèmes lors de son étude.

Madame KARDIANOU

L'onduleur qui se trouve dans cet espace engendre un surplus de chaleur.

Monsieur GAUCHET

Effectivement. Cet appareil sera isolé.

Madame KARDIANOU

En raison des congés estivaux, une équipe SIN et Stes est en sous-effectif. Le ménage en pâtit. Hier, le ménage n'a pas été fait non seulement dans le Musée mais aussi au PC.

Monsieur BOISSONNET

Au démarrage du marché, cette entreprise ne fournissait pas le nombre d'heures de ménage prévues au contrat. Nous avons donc demandé à ce prestataire de revoir ses effectifs pour fournir une prestation d'un niveau stable. Je prends note de votre remarque. Je ne souhaite pas que les difficultés que nous avons rencontrées au démarrage du marché se reproduisent.

Monsieur SELLES

Comme c'est le cas pour le marché que nous avons noué avec la société NOV'AP, cette société de nettoyage doit respecter les termes du contrat même pendant les périodes de congés. Ces problèmes doivent être signalés afin de prendre les mesures qui s'imposent.

Monsieur GAUCHET

N'hésitez pas à contacter la vigie technique pour signaler tout problème. Ces remontées sont utiles car la vigie réalise aussi des bilans qui permettent de suivre la réalisation du marché. Ces bilans donnent aussi des éléments pour juger et apprécier la prestation apportée par l'entreprise. Il faut donc que les manquements nous soient signalés.

Madame KARDIANOU

Des sanitaires situés porte des Arts au 2^{ème} étage sont condamnés depuis huit ou neuf mois. Ces sanitaires, condamnés suite à des problèmes d'évacuation d'eau, continuent toutefois de déborder par temps d'orage. J'ai appelé il y a plusieurs mois la vigie technique qui m'a répondu qu'elle ne pouvait pas prendre en charge ce problème. Ce problème doit cependant être traité, d'autant que ces sanitaires se situent au-dessus de salles muséographiques qui peuvent être endommagées par ces débordements.

Monsieur BOISSONNET

Nous prenons note de votre remarque.

Madame DOZOLME

Des bouteilles d'eau ont été fournies dans certaines salles du Musée lors de la vague récente de chaleur. Pour quelle raisons toutes les salles n'ont-elles pas été approvisionnées ?

Monsieur FOUSSE

Effectivement. Des bouteilles d'eau sont distribuées aux postes difficiles et dans les salles non climatisées.

Monsieur IROLLO

Il existe un plan de distribution de l'eau.

Madame DOZOLME

La Chapelle et la salle Sully n'ont pas été approvisionnées en eau. Or ce sont les deux salles les plus chaudes du Musée.

Monsieur FOUSSE

Nous n'effectuons cette distribution que dans les salles non climatisées. Sinon, nous devrions en distribuer dans tout le Louvre.

Madame AGUIRRE

Pourquoi ne pas envisager cette possibilité !

Monsieur MERLET

Est-il prévu d'approvisionner en eau les agents du jardin des Tuileries ?

Monsieur BOISSONNET

Des aménagements horaires sont proposés. Le fait que ces personnes travaillent à l'extérieur leur permet aussi plus facilement de se rafraîchir.

Madame ANDRZEJCZAK

Les bouteilles sont-elles fournies pour quatre postes ou pour six effectifs ?

Monsieur FOUSSE

Ce sont les postes qui sont approvisionnés en eau. Les agents ont par ailleurs toujours la possibilité de se désaltérer lorsqu'ils ont soif. C'est donc aux agents occupant des postes difficiles dans des salles non climatisées que nous apportons de l'eau, car ces agents ne peuvent pas quitter leur poste compte tenu de leur charge de travail. En outre, pour ces postes difficiles, nous mettons aussi en place des rotations. Nous apportons des bouteilles d'eau trois fois par jour sur le poste de travail.

Madame ANDRZEJCZAK

Qui apporte ces bouteilles d'eau ?

Monsieur FOUSSE

C'est l'encadrement qui commande les bouteilles d'eau et les distribue. Cet approvisionnement concerne les agents qui sont bloqués sur des postes difficiles et qui n'ont pas la possibilité de quitter leur poste pour se désaltérer.

Par ailleurs, nous sommes en train de revoir l'organisation des agents des Tuileries. Ces agents sont mobiles. Ils peuvent donc facilement boire lorsqu'ils le souhaitent.

Madame ANDRZEJCZAK

Vous avez annoncé que vous étiez en recherche d'un inspecteur. Où en êtes-vous de cette recherche ? Nous souhaiterions également être informés de l'éventuel changement de poste de Monsieur Gauchet avant le prochain CHS dans la mesure où nos réunions ne sont pas régulières. SUD Culture considère que le CHS du Louvre a accompli des progrès importants, avec l'arrivée de Madame Cotteverte et la désignation de Monsieur Gauchet comme interlocuteur des organisations syndicales.

Monsieur SELLES

Le ministère nous a fait observer que nous devrions avoir un inspecteur. Nous réfléchissons aujourd'hui à la manière dont nous pourrions nous organiser pour répondre à la demande du ministère. Cette question pose un problème de définition de poste et de recrutement. Nous avons recruté Madame Cotteverte sur un poste que nous avons ouvert en 2004. Nous avons également recruté un deuxième médecin. Pour le moment, Alain Gauchet remplit sa mission parfaitement. Nous étudions le poste à créer, cependant nous ne pouvons pas encore préciser quelle sera la configuration de ce poste ni à quelle échéance il sera opérationnel.

Madame ANDRZEJCZAK

SUD Culture souhaite que soit réexaminée, de manière sereine, sa demande de rattachement de l'inspecteur à la tutelle.

Par ailleurs, nous souhaitons que les membres du CHS soient destinataires des résultats de l'enquête menée par le ministère. Cette étude montre que le Louvre a réalisé des progrès en matière d'hygiène et de sécurité : il serait donc intéressant d'entendre le retour de l'administration centrale sur notre situation. Peut-être pourrions-nous également inscrire ce point à l'ordre du jour d'un prochain CHS afin de pouvoir engager un débat autour de ce document.

Monsieur SELLES

Cette enquête n'est pas encore terminée : seul un premier retour a été organisé à ce jour. Dès que nous aurons un retour complet de cette enquête, nous pourrons vous en donner communication.

Madame ANDRZEJCZAK

Nous souhaiterions également que le premier retour nous soit communiqué.

Monsieur SELLES

Nous étudierons cette demande.

Madame ANDRZEJCZAK

Si le ministère vous a soumis des questions complémentaires, nous souhaiterions en être informés et être mieux concertés. Ainsi, nous pourrions remédier à l'un des points que nous regrettons, à savoir le manque de débats contradictoires.

Monsieur SELLES

Nous ferons le point en fin d'année.

Madame ANDRZEJCZAK

Nous souhaitons que continue d'être clarifié le champ d'action et le rôle du GPCHS. En page 14 du dernier PV du CHS, le Docteur Moreau affirmait que «*Le groupe permanent du CHS s'est réuni régulièrement en 2004. Il est nécessaire de revoir son champ d'action, notamment en raison de l'arrivée de nouveaux interlocuteurs*». Nous souhaitons donc qu'un nouveau bilan soit dressé d'ici la fin de l'année afin d'examiner les pistes d'évolution de ce groupe.

Monsieur SELLES

Nous ferons un bilan du fonctionnement du groupe permanent d'ici la fin de l'année.

Madame HORRIG-LAMTI

Au 101, rue de Rivoli, porte 910, des agents fument dans le local du rez-de-chaussée où se trouvent les distributeurs de boissons.

Monsieur SELLES

Il n'existe pas de zone fumeurs.

Monsieur GAUCHET

Il s'agit du dernier endroit où les fumeurs se retranchent au sein du Musée.

Monsieur SELLES

Une nouvelle campagne anti-tabac doit être menée par le service médical.

Madame COTTEVERTE

Il est prévu que le plan fumeurs/non-fumeurs soit revu par le service médical à la rentrée.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 12 heures 15.

Le Président
Didier SELLES

Le Secrétaire
Jean-Marc IROLLO

Le Secrétaire adjoint
CGT